



Autolib' et Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170628-2017-53-DE
Date de télétransmission : 29/06/2017
Date de réception préfecture : 29/06/2017

DÉLIBÉRATION 2017 53 – Gratification des stagiaires

Séance du Comité syndical du 28 juin 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération 2013 001 du 14 février 2013, le bureau du Syndicat a décidé d'une gratification pour les étudiants de l'enseignement supérieur accueillis au sein du Syndicat pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Depuis, les dispositions ont étendu cette gratification aux stagiaires de l'enseignement secondaire.

Le versement d'une gratification minimale à un stagiaire est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non. A cette somme peuvent notamment s'ajouter l'accès à la restauration collective ou les titres restaurant dont le stagiaire peut désormais bénéficier.

Lorsque le stage est inférieur ou égal à deux mois, le Syndicat peut décider de verser une gratification (non obligatoire) dont le montant et les conditions sont fixées par délibération.

Le montant minimal légal de la gratification d'un stagiaire, accordé en contrepartie de services effectivement rendus au Syndicat, est déterminé en fonction d'un pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale. En 2017, ce pourcentage correspond à 3,60 euros de l'heure.

Cependant, il est possible de prévoir une gratification supérieure, conditionnée par l'appréciation de l'autorité territoriale sur les services rendus.

Si la gratification ne dépasse pas le plafond horaire de la sécurité sociale, elle est exonérée de charges sociales. En revanche, au delà de ce plafond, elle est soumise à cotisations et contributions sociales calculées sur la fraction excédentaire à ce seuil.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



Autolib' et Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170628-2017-53-DE
Date de télétransmission : 29/06/2017
Date de réception préfecture : 29/06/2017

DÉLIBÉRATION 2017 53 –

Gratification des stagiaires

Séance du Comité syndical du 28 juin 2017

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;

Vu le code de l'éducation - art L124 - 1 à 20 et D124-1 à 9 ;

Vu le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;

Vu le décret n° 2015-1359 du 26 octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil ;

Vu la délibération 2013 001 du 14 février 2013 relative à l'indemnisation des stagiaires ;

Considérant qu'il convient d'actualiser la délibération susvisée ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : DÉCIDE d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur et secondaire accueillis au Syndicat que le stage soit d'une durée inférieure ou supérieure à deux mois avec un versement mensuel.

Article 2 : DIT que le montant de la gratification sera calculé en fonction du pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale et qu'il pourra, en fonction du travail à fournir, être au maximum, multiplié par trois.

Article 3 : AUTORISE la Présidente à mettre au point et à signer les conventions de stage à intervenir dans le cadre fixé par les textes en vigueur ainsi que l'accès à la restauration collective ou à l'attribution des titres restaurant.

Article 4 : DIT que la délibération 2013 001 du 14 février 2013 est abrogée.

Article 5 : DÉCIDE d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 12.



La Présidente,

M. de la Gontrie

Marie-Pierre de la Gontrie